

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 21/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BACACIER

61, avenue du Stade
63200 Riom

Références : [20231215-RAP-63-1496-Insp-BACACIER-Riom-14nov_v2.odt](#)
Code AIOT : 0003202855

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2023 dans l'établissement BACACIER implanté 61, avenue du Stade 63200 Riom. L'inspection a été annoncée le 13/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été effectuée dans le cadre de l'instruction du projet de porter, à la connaissance de Monsieur le Préfet, de la modification de la fabrication de produits contenant de la mousse en polyisocyanurate (une seule ligne BACACIER de 15 tonnes par jour (au lieu de 2X 15t/j) et une ligne KINGSPAN de 35 tonnes par jour).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BACACIER
- 61, avenue du Stade 63200 Riom
- Code AIOT : 0003202855
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine BACACIER est située sur l'ancien site IMPERIAL TABACO de Riom dont la cession totale et définitive a été prononcée le 28 septembre 2018.

Elle exerce les activités exercées auparavant sur plusieurs sites dans les secteurs d'Aigueperse et de l'agglomération clermontoise (fabrication de produits métalliques (profilés ou tubes) pour les bâtiments).

La surface du site est de 220 000 m² dont 157 600 m² imperméabilisés.

Ce site est soumis à autorisation d'exploitation pour la fabrication de mousse en polyisocyanurate et l'application de colle.

Il n'est pas classé seveso haut. Il relève de la directive européenne sur la prévention et la réduction intégrée des pollutions.

Le seul phénomène dangereux pouvant induire des effets au-delà des limites du site est celui correspondant à l'explosion de la citerne du camion de livraison de pentane ; il induit des effets irréversibles de surpression en limite Sud du site sans atteindre les constructions actuellement existantes et des effets faibles de surpression pouvant atteindre 2 constructions actuellement existantes qui ne sont pas des habitations.

Les nuisances chroniques sont liées au trafic et au rejet de composés organiques volatiles et potentiellement au bruit. Les mesures prises ou prévues permettent une bonne intégration de ce site dans son environnement.

Ce site ne consomme que très peu d'eau autre que pour ses usages sanitaires : consommation pour les moyens de défense incendie: sprinkler, poteaux, réserves incendie et environ 50 m³ par an prévu comme additif dans la fabrication de mousse en polyisocyanurate.

.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

1. Examen de l'étude d'ingénierie du désenfumage et de mode de ruine appliquée aux cellules d'entreposage du site de Riom,
2. Examen du POI,
3. Examen du porter à connaissance des modifications envisagées comportant essentiellement l'installation d'une nouvelle ligne de fabrication de panneaux isolants,
4. Viste du site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle. De plus amples précisions sont disponibles en annexe au présent rapport.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

BACACIER a fait réaliser une très bonne étude sur l'analyse de la tenue de la charpente métallique de ses bâtiments en cas d'incendie et a pu ainsi apporter des éléments justifiant correctement un comportement de cette charpente permettant d'obtenir l'évacuation du personnel en cas d'incendie.

Cela étant des actions complémentaires sont à prévoir et la formation du personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie devra être appropriée et suffisamment précise; en outre, des exercices d'évacuation et des exercices incendie devront être effectués régulièrement afin de garantir le maintien des connaissances nécessaires.

Des remarques ont été adressées à BACACIER sur son POI ; certaines ont été intégrées, d'autres restent à intégrer.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Tenue charpente en cas d'incendie	Arrêté Préfectoral du 22/02/2022, article 6.1.1	Sans objet
2	Démantèlement de l'approvisionnement et de la distribution de gaz naturel	Arrêté Préfectoral du 22/02/2022, article 8.2	Sans objet
3	Risques liés aux condensateurs	Arrêté Préfectoral du 22/02/2022, article 6.1.1.3	Sans objet
4	Risque lié à une bouteille d'acétylène	Arrêté Préfectoral du 22/02/2022, article 6.2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des autres points de contrôle

Des remarques ont été adressées par l'inspection à BACACIER, avant le jour de l'inspection, sur son projet de porter, à la connaissance de Monsieur le Préfet, de sa modification de sa production de produits contenant de la mousse en polyisocyanurate.

La principale remarque porte sur l'analyse de l'importance de la modification en regard des critères de l'article R181-46 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Tenue charpente en cas d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2022, article 6.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : 6.1.1 - Dispositions constructives et comportement au feu Les dispositions constructives des bâtiments respectent les éléments qui sont exposés au point 6.3.1 de l'étude de dangers intégrée dans le dossier joint à la demande du 25 juin 2020 visée dans le présent arrêté. Le stockage des matières premières nécessaires à la production et des produits d'entretien est réalisé dans des locaux spécifiques adjacents à l'atelier et séparés de celui-ci par un mur EI120 et une structure principale R120. La paroi séparant les activités BACACIER Energy et le hall bobines est de type EI120 et avec une structure principale R120. Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées
Constats : Etant donné que la charpente des bâtiments du site est en construction métallique et que la surface des différentes cellules est très importante, BACACIER a fait appel à un expert, la société EFFECTIS, pour évaluer la durée de tenue de la charpente en cas d'incendie et la comparer avec le temps nécessaire pour l'évacuation du personnel présent dans les bâtiments. BACACIER a aussi fait appel à l'expertise de la société ISIBAT pour la bonne mise en oeuvre des actions à effectuer sur ses bâtiments, notamment celles issues de l'étude EFFECTIS. L'étude ainsi effectuée fait apparaître un temps de ruine de 16 mn et 30 s pour les cellules A et B (zone de fabrication des tôles ou profilés métalliques) et de 8mn et 5 s pour la cellule C (zone de fabrication de produits avec de la mousse en polyisocyanurate). Ces durées sont supérieures aux temps nécessaires pour l'évacuation du personnel présent dans les bâtiments qui sont de 4mn et 50 s pour les cellules A et B et de 5 mn et 35 s pour la cellule C. Les résultats de vérification des critères de tenabilité (visibilité et température) donnent des durées supérieures aux durées de tenue de la charpente. Cela étant, les évaluations ainsi effectuées supposent l'ajout d'une protection supplémentaire sur les poteaux du mur coupe-feu en file J (en partie située entre les files 0 à 25) d'une épaisseur équivalente à 30 mm d'équivalent béton à 120 mn d'exposition à un feu ISO 834. En outre, il est apparu: <ul style="list-style-type: none">- la nécessité de mettre en oeuvre des moyens de détection des débuts d'incendie dès le début d'un incendie ce qui suppose des moyens assurant une détection nettement plus précoce que celle du dispositif de sprinklage,- la nécessité de mettre en place des RIA (robinets d'incendie armés) dans chaque zone susceptible de contenir des produits ou équipements avec potentiel calorifique important,- la nécessité de vérifier le bon état de la charpente (les évaluations faites par la société EFFECTIS supposent une charpente en bon état),- les murs séparant les locaux de stockage des polyols et des isocyanates par rapport aux locaux de production ou de stockage doivent être de type coupe-feu,- en cas d'utilisation de chariots électriques avec des batteries lithium-ion, en raison du risque

d'incendie ou d'explosion induit par ces équipements, une analyse des risques doit être effectuée en faisant appel à un expert connaissant très bien les risques liés à ces batteries et les mesures permettant leur maîtrise.
Observations : BACACIER devra apporter à l'inspection des éléments de réponse appropriés à chacune des 5 demandes mentionnées dans les constats et l'informer, avant le début des fabrications de mousse en polyisocyanurate, de la réalisation de la protection supplémentaire sur chacun des poteaux du mur coupe-feu en file J (en partie située entre les files 0 à 25).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Démantèlement de l'approvisionnement et de la distribution de gaz naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2022, article 8.2
Thème(s) : Risques accidentels, Suppression des risques liés au gaz naturel
Prescription contrôlée : 8.2 - Poste GRT gaz RIOM CI BACACIER L'exploitant applique les dispositions mises à sa charge et exposées dans le compte-rendu de sa réunion d'échanges du 25 août 2021 avec GRT gaz. En particulier : <ul style="list-style-type: none"> • Le démantèlement ou l'inertage de la canalisation DN100 entre le poste RIOM CI BACACIER et le bâtiment de production de BACACIER sera pris en charge par l'exploitant dans le cadre de la réalisation de la plateforme d'expédition ; il devra donc être totalement effectué avant le stockage de produits sur la zone concernée (zone d'expédition 3). • Dans l'attente de la mise à l'arrêt définitive des installations de GRTgaz et du démantèlement de la canalisation de BACACIER, et dans le cas où BACACIER devrait entreprendre des travaux, les distances de servitude d'utilité publique préconisées par GRTgaz sont respectées, c'est-à-dire l'absence d'intervention à moins de 6 m du poste RIOM CI BACACIER et de 15 m / 25 m des canalisations DN80 et DN100 présentes sur le site. • Conformément à l'article R. 554-26 du code de l'environnement, lorsque le nom de GRTgaz est indiqué en réponse à la consultation du guichet unique, les travaux ne peuvent être entrepris tant que GRTgaz n'a pas répondu à la DICT et repéré ses ouvrages lors d'un rendez-vous sur site
Constats : Le démantèlement du poste GRT Gaz situé sur le site BACACIER de Riom a été effectué le 3 mars 2023 et la purge du réseau enterré de gaz du site BACACIER a été réalisée le jeudi 7 septembre 2023. Ainsi la prescription de l'article 8.2 de l'arrêté préfectoral du 22 février 2022 est totalement satisfaite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Risques liés aux condensateurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2022, article 6.1.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie/explosion
Prescription contrôlée : 6.1.1.3 Installations électriques Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux

normes en vigueur. Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur d'un bâtiment, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés du dépôt par un mur et des portes coupe-feu. Ce mur et le plancher haut seront de degré REI120 et les portes, sous contrôle d'accès, de degré EI 60 avec ferme porte et ouvrant vers l'extérieur du local électrique et donnant vers l'intérieur du local de production. Aucun produit combustible n'est stocké ou mis à une distance inférieure à 3 mètres de la porte. Des dispositifs de type barrière sont mis en place pour garantir le respect de cette exigence., Les condensateurs, servant à redresser le cosinus φ (Phi), sont situés à l'écart des produits ou équipements sensibles de façon à éviter un impact sur ces produits ou équipements en cas d'incendie ou d'explosion de ces condensateurs.
Constats : BACACIER n'a pas précisé, dans son porter à la connaissance de Monsieur le Préfet, de sa modification de son activité de fabrication de produits avec de la mousse en polyisocyanurate, les dispositions qu'il prendra pour assurer le respect des exigences relatives aux condensateurs servant à redresser le cosinus φ (Phi).
Observations : BACACIER complètera son porter à connaissance sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Risque lié à une bouteille d'acétylène

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2022, article 6.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque explosion
Prescription contrôlée : 6.2.1 - Localisation des risques L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent. Dans les parties de l'installation mentionnées au présent article et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement Toute intervention sur ces matériels ou équipements doit être effectuée par une personne compétente pour garantir le respect de ces exigences réglementaires.
Constats : Lors de l'inspection, il a été noté la présence d'une bouteille d'acétylène dans le local maintenance. Cette bouteille présentant un risque d'explosion important, il convient que sa localisation sur le site soit explicitement définie et mentionnée dans le POI, notamment car cette information doit pouvoir être donnée aux pompiers dès leur arrivée sur le site en cas de situation d'exposition de

cette bouteille à un incendie.
Observations : BACACIER mentionnera, dans son POI, la localisation de sa (ses) bouteille(s) d'acétylène et de tout autre éventuelle capacité contenant un gaz inflammable ou explosible.
Type de suites proposées : Sans suite

ANNEXE

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».